

Qui a peur de madame Oda ?

Marc Haentjens

Number 133, Fall 2006

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/40862ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Haentjens, M. (2006). Qui a peur de madame Oda ? *Liaison*, (133), 15–16.

Qui a peur de madame Oda ?

MARC HAENTJENS

IL EST AMUSANT DE VOIR comment, depuis qu'un gouvernement conservateur s'est installé à Ottawa, le milieu artistique et culturel se précipite chez la nouvelle ministre du Patrimoine, l'honorable Beverley Oda, pour prendre le pouls de ses intentions et la convaincre de l'importance des dossiers dont elle a la responsabilité. Le fait que la durée de son gouvernement – et simultanément de son poste – soit incertaine ne semble pas affecter cet élan. Tout le monde se comporte comme si la Ministre était là pour longtemps et, même, devait imprimer profondément sa marque sur l'avenir des arts et de la culture au pays. La façon dont madame Oda envisage les arts, son intérêt pour les artistes, son point de vue sur les nouvelles technologies, l'importance, bien sûr, qu'elle accorde au secteur privé, ses intentions à l'égard du Conseil des Arts du Canada et des autres institutions culturelles nationales (dont Radio-Canada), sa position sur la diversité culturelle, son engagement enfin à l'égard des deux langues officielles, rien n'est laissé de côté et tout indice permettant d'éclairer sa position est largement ébruité dans le milieu, comme une donnée qu'il va falloir peser dans toutes les stratégies d'action à venir.

Le phénomène, à vrai dire, ne semble épargner personne et touche toutes les régions du Canada. Même le milieu québécois, traditionnellement distant pour ne pas dire cynique à l'égard des instances fédérales, prend une part active à cette opération d'influence-sédution, et se retrouve même aux premières loges. On en avait une belle illustration en juin dernier quand les représentants de la puissante Association des producteurs francophones de films et de télévision du Québec (APFTQ) ont rencontré la Ministre pour tenter de la convaincre d'investir de nouveaux fonds dans la production de longs métrages. Malgré un rejet poli mais ferme de sa part, ils sont repartis en se disant « satisfaits » de leur rencontre et favorablement « impressionnés » par l'écoute reçue. À croire que madame Oda, dont on ignorait pourtant, jusqu'en janvier dernier, l'intérêt profond pour les arts et la culture, soit devenue en quelques mois l'autorité incontournable en la matière, se trouvant soudain, et sans qu'on l'ait vu venir, auréolée d'une crédibilité que n'auraient pas même espérée ses deux prédécesseurs au ministère du Patrimoine, Sheila Copps et Liza Frulla.

Bien sûr, il ne faut pas se leurrer, et croire que cet élan repose uniquement sur le charme ou le charisme de la Ministre. Il est assez évident que l'activité intense de lobbying à laquelle on assiste depuis ces derniers mois a au départ un mobile bien précis : s'assurer que les gains proches d'être concrétisés par la ministre du Patrimoine précédente (n'eût été de la déroute libérale) puissent tenir malgré le changement de gouvernement. Il est clair, en particulier, que les représentants du milieu artistique étaient fort anxieux, en janvier dernier, de savoir si la promesse faite par Liza Frulla de doubler le budget du Conseil des Arts du Canada (150 millions \$ additionnels au terme de deux

ans) serait honorée par madame Oda. On sait maintenant que la Ministre a décliné cette promesse mais qu'elle ne l'a pas totalement rejetée non plus. Le versement au Conseil des Arts de 50 millions \$ additionnels en deux ans (20 millions \$ la première année, 30 millions la seconde) reste éloigné de la promesse initiale mais ne marque pas, tout de même, la volte-face qu'on aurait pu craindre, compte tenu des positions traditionnelles du Parti conservateur sur le financement des arts.

Cet enjeu n'est cependant pas le seul qui explique l'empressement du milieu des arts et de la culture auprès de la Ministre. Plusieurs autres enjeux majeurs sont présents dans l'environnement. J'en ai évoqué certains qui ne sont pas sans soulever quelques inquiétudes : la restructuration éventuelle de Radio-Canada, le repositionnement du Canada dans le dossier de la diversité culturelle, la révision des programmes d'appui aux langues officielles... Autant de questions renvoyant à des valeurs fondamentales sur la façon de voir la société canadienne, l'importance des arts et de la culture ou le rôle de l'État et du gouvernement. Les nombreuses démarches auprès de madame Oda semblent ainsi motivées par le besoin de se rassurer sur tous ces sujets où l'on sent bien (ou sait bien) que le gouvernement conservateur pourrait facilement « déraper », mais où l'on veut croire que la Ministre, forte des arguments qu'on lui aura présentés, pourra faire valoir une position « éclairée ».

La limite du lobbying

On peut toutefois se demander si cette approche tient sérieusement la route. Croire que la Ministre a ce pouvoir d'influence auprès de son gouvernement semble déjà un peu naïf. On a bien vu ces derniers mois comment le Premier ministre muselait son équipe et l'attachait à suivre strictement les positions et les priorités du parti. Que madame Oda puisse contrevenir à cette règle semble donc largement improbable. Mais le plus étonnant encore de la part des représentants du milieu artistique et culturel, c'est qu'ils puissent croire sérieusement – à moins qu'ils ne fassent semblant – que le gouvernement conservateur renoncera à des valeurs qui sont au cœur de son programme et qui se répercutent nécessairement dans le champ des arts et de la culture. Qu'il s'agisse de la priorité donnée au secteur privé, de l'adhésion au libre-échange et à la mondialisation (sans exception !) ou de la volonté de restreindre l'intervention de l'État, il est clair que le programme conservateur ne milite pas en faveur des demandes du milieu !

L'illusion que madame Oda pourrait contrer tout ça me semble tenir en grande partie à la confiance (excessive même en d'autres temps) que les représentants du milieu artistique et culturel ont investie depuis plusieurs années dans le travail de représentation politique. Le lobbying, pour l'appeler par son nom, est en effet devenu une pratique tellement généralisée qu'on ne voit pas, d'une part,

pourquoi on changerait d'approche, d'autre part, pourquoi il ne fonctionnerait pas. La stratégie menée par la Coalition canadienne pour les arts auprès de madame Frulla semble d'ailleurs lui donner raison. N'eût été, encore une fois, de la défaite du Parti libéral, le milieu des arts était, effectivement, près de faire un grand bond en avant.

Là où ses représentants font, me semble-t-il, fausse route, c'est de croire que les enjeux restent globalement inchangés. Si le dialogue avec Liza Frulla, comme quelques années plus tôt avec Sheila Copps, pouvait s'établir autour de questions d'argent (il ne faudrait pas oublier, d'ailleurs, que c'est Sheila Copps qui a conclu le premier «Avenir en arts»), le dialogue, si dialogue il y a, avec madame Oda, se situe à un autre plan. Il s'agit bien cette fois de négocier des valeurs et non plus seulement des fonds, et l'on voit bien que l'on touche là à des questions qui ne peuvent plus se régler de façon pragmatique. Dès lors, le travail de coulisses que le milieu artistique et culturel a privilégié au cours des dernières années paraît quelque peu dérisoire. Que faire si la Ministre rejette poliment mais fermement nos demandes et se montre clairement déterminée à agir dans le sens indiqué par son parti? Ne devient-on pas alors l'otage des discussions que l'on a engagées? Telle est, il me semble, la question qu'on doit se poser...

L'importance d'un débat public

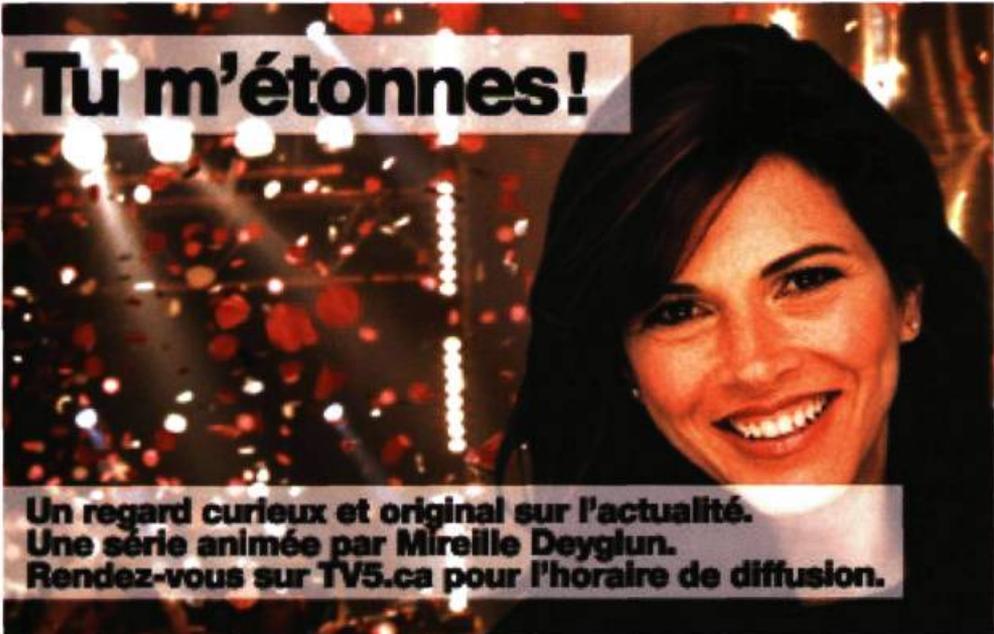
La grande faiblesse des stratégies déployées par le milieu semble être, en fin de compte, de tenir la population canadienne à l'écart du débat. En confinant la discussion dans le bureau de la Ministre – ou celui de ses fonctionnaires –, le milieu artistique et culturel se prive en effet d'un appui de taille : celui que le public, citoyens et amis des arts, pourrait apporter à ses demandes ou à ses revendications. On a bien vu dernièrement, lors de la guerre au Liban, comment l'opinion publique peut peser sur le pouvoir politique, en faisant entendre sa voix dans les sondages. On peut croire que la population canadienne pourrait exercer un poids semblable dans les enjeux qui sont présentement discutés.

Bien sûr, il ne s'agit pas non plus de se jeter dans la

gueule du loup en demandant aux citoyens, transformés en contribuables, de voter un budget pour les arts et la culture. Il est certain que, sans une campagne d'information préalable, le résultat d'un tel vote pourrait être redoutable. C'est d'ailleurs l'objection qui a souvent été invoquée par le milieu des arts pour justifier son action en coulisses (on faisait davantage confiance, autrement dit, au jugement des fonctionnaires et des politiciens qu'à celui de la population pour aller chercher plus de financement). Le débat qu'il s'agit de lancer déborde toutefois la question financière pour prendre l'ampleur d'un débat de société : Quelle place les arts et la culture ont-ils dans nos priorités collectives? Comment s'inscrivent-ils dans le projet national ou identitaire? Et quelles ressources publiques devrait-on, conséquemment, y consacrer? On peut croire que des réponses fortes à ces questions permettraient de contrer les volte-face du gouvernement – ou, dit positivement, d'encourager des politiques plus favorables au développement des arts et de la culture au pays.

Telle est notamment la réflexion qu'a suivie le milieu acadien du Nouveau-Brunswick en convoquant en 2007 des «états généraux» des arts et de la culture. Déjà l'on peut voir l'intérêt que la démarche engagée suscite au sein de la population acadienne et parmi les différents acteurs sociaux concernés. Peut-être l'ensemble du milieu artistique et culturel canadien pourrait-il prendre modèle sur cette initiative (sous la gouverne de la Coalition canadienne des arts, par exemple) pour aller chercher un plus grand appui de la population canadienne? Peut-être qu'alors ce ne seraient plus les artistes et les représentants du milieu culturel qui devraient craindre les positions de la ministre du Patrimoine, mais la Ministre et son gouvernement qui devraient redouter le «back-clash» de la population sur certaines de leurs politiques? ■

Marc Haentjens œuvre depuis longtemps comme chercheur, animateur et consultant dans le domaine culturel au sein de la francophonie canadienne. Il occupe aujourd'hui la direction du Regroupement des éditeurs canadiens-français (RÉCF).



Tu m'étonnes!

**Un regard curieux et original sur l'actualité.
Une série animée par Mireille Deyglun.
Rendez-vous sur TV5.ca pour l'horaire de diffusion.**

TV5